

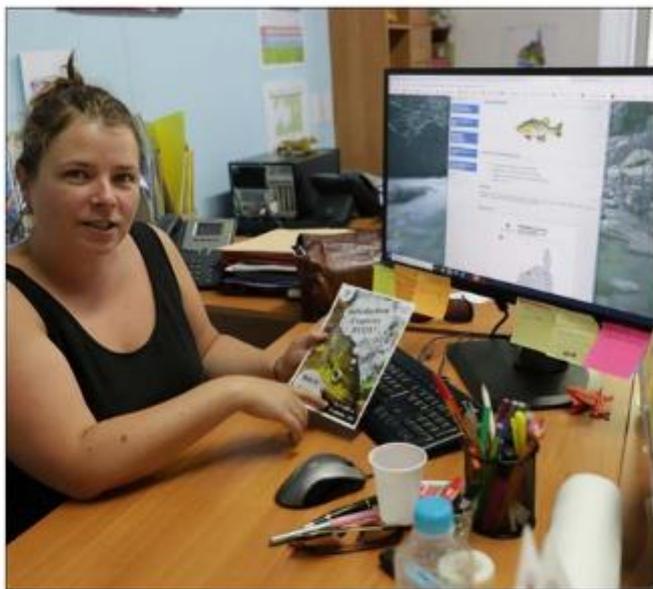
Depuis le 1^{er} juillet et jusqu'au 10 août, les inscriptions sont ouvertes à tous pêcheurs désireux de participer au challenge Sida di Pesca mis en place par l'Observatoire Local de la Biodiversité (OLB).

Pour chaque espèce de poisson pêchée, les participants devront envoyer une photo des spécimens ainsi que la localisation (qui peut être approximative s'ils ne souhaitent pas divulguer leurs « coins de pêche ») via le formulaire disponible sur le site www.casadiacqua.fr. Une photo de chaque cours d'eau prospecté est exigée. Plusieurs prix sont proposés aux participants.

Violette Foubert, chargée d'étude du Centre permanent d'initiative pour l'environnement de Centre Corse (CPIE), revient sur les enjeux de cette opération.

Pourquoi avoir lancé ce concours ?

C'est la première fois que l'on organise ce concours. Je vais remettre les choses dans leur contexte. L'OLB, que l'on anime depuis 2011, a été mis en place afin de récolter des données sur les espèces piscicoles introduites dans les cours d'eau et les plans d'eau en Corse. Le principe de cet observatoire est le suivant : une partie scientifique, où l'on va tenter de connaître la répartition des espèces introduites, où elles se trouvent, comment elles se dispersent. Et une partie science participative dans laquelle il s'agit d'impliquer les pêcheurs, dans l'observation des espèces et l'amélioration des connaissances. Mais nous nous sommes rendu compte que la mobilisation des pêcheurs est peu évidente. C'est pourquoi cette année, nous avons décidé d'organiser un challenge, en espérant les motiver grâce au côté ludique. L'objectif est de les inciter à prospecter les cours d'eau sur lesquels nous ne bénéficions d'aucune information. C'est aussi l'occasion de faire connaître cet observatoire et de mettre fin à certaines incompréhensions. Les pêcheurs ont peur qu'il n'ait été mis en place pour interdire la pêche alors qu'il n'existe que



Violette Foubert est chargée d'étude au CPIE A Rinascita.

JOSÉ MARTINETTI

pour améliorer les connaissances. Nous espérons avoir une dizaine d'inscrits.

En tant que CPIE quelle marge d'actions avez-vous ?

Soit nous identifions des besoins sur le territoire et nous essayons de développer des actions et des projets pour y répondre. Soit ce sont, par exemple, des collectivités qui ont un besoin et qui viennent nous demander un accompagnement. Notre force c'est d'être à l'initiative de nouveaux projets et de nouvelles actions. C'est un petit jeu, il y a une part de risque là-dedans.

Revenons-en aux poissons. Quelles répercussions liées à ces espèces introduites avez-vous recensées ?

Nous disposons de plus de 1 000

données d'espèces recensées sur le territoire, à la fois par des particuliers et par des pêches scientifiques réalisées par l'Office français de la biodiversité (OFB). Nous avons une bonne connaissance du peuplement piscicole de l'île. On peut déjà voir des évolutions sur certains cours d'eau qui sont régulièrement pêchés. On peut observer l'arrivée d'espèces introduites ou au contraire, la régression. À titre d'exemple, l'introduction de saumons de fontaine dans le lac de Melu a entraîné une disparition de la population de truites qui y était présente. Lorsque j'ai débuté en 2013, j'avais noté beaucoup d'étonnement de la part de pêcheurs sur ces espèces introduites et un manque de prise de conscience. Cinq ans plus tard, les pêcheurs sont au courant, ils sont sensibilisés et

familiarisés avec ce problème. La partie sensibilisation et communication a bien fonctionné.

De quelle manière effectuez-vous cette sensibilisation ?

En faisant de l'animation (foires, stands, etc.), en envoyant un grand nombre de flyers et plaquettes tous les ans dans les magasins de matériel de pêche, ou avant dans les commerces qui vendaient les cartes. Nous avons aussi créé un petit éventail qui permet d'identifier les espèces de poissons. Cet éventail est lui aussi distribué, y compris dans les écoles dans le cadre du programme EcoEau. Un spot télévisé était aussi diffusé en 2015. Nous avons énormément travaillé sur la communication, c'est pourquoi cette année, avec le challenge, nous aimerions plus aborder l'aspect sciences

participatives et l'implication des pêcheurs.

Est-ce que ces opérations de sensibilisation ont eu des effets bénéfiques sur les évolutions de peuplement des espèces introduites ?

Très concrètement, une fois que les poissons sont présents, c'est terminé. Il y a déjà eu une vingtaine d'espèces d'introduites. La seule chose que je peux facilement mesurer, c'est la sensibilisation des pêcheurs.

En termes d'actions, qu'est ce qui serait possible ?

Aujourd'hui on ne peut pas détruire des espèces, sauf si elles sont sur des îles d'espèces introduites. Or celles qui sont introduites en Corse, sont pour la plupart commune sur le Continent, elles n'ont pas le statut d'espèces exotiques envahissantes. Si c'était le cas nous aurions l'obligation de les détruire. Le brochet par exemple, qui a été introduit ici, est une espèce protégée sur le Continent. On aurait du mal à justifier une destruction de ces espèces du fait qu'aucune étude scientifique n'a été menée sur l'impact que ces poissons ont sur les populations indigènes. Nous n'avons pas les moyens pour mener une telle étude alors qu'il serait très important de le faire. Nous ne disposons que d'observations, par exemple concernant la présence de silures dans la Gensola, de carpes dans le Tavignanu, de poissons-chats à Biguglia ou dans le Golu...

De quels moyens disposez-vous ?

Nous avons un site internet qui s'appelle Casa di l'acqua. C'est un outil à notre disposition sur lequel on retrouve toutes les informations liées aux populations piscicoles. D'ailleurs nous aimerions pouvoir nous en servir durant le challenge. Les pêcheurs y communiqueraient leurs relevés. En dehors du concours tous les pêcheurs peuvent d'ailleurs communiquer leurs informations par ce biais.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-PAUL MILLELIRI